

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

ÉDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

Le prix du numéro : 3 DH. — Numéro des années antérieures : 4,50 DH.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés

| ÉDITIONS | TARIFS D'ABONNEMENT | | | DIRECTION ET ADMINISTRATION |
|---|---------------------|-------|---|---|
| | AU MAROC | | A L'ÉTRANGER | |
| | 6 mois | 1 an | | |
| <i>Édition générale</i> | 40 DH | 70 DH | <i>Par voie ordinaire ou aérienne, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.</i> | Abonnement et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. 650-24 — 650-25 651-79 et 654-13 C.C.P. 101-16 à Rabat |
| <i>Édition des débats de la Chambre des Représentants</i> | | 60 DH | | |
| <i>Édition des annonces légales, judiciaires et administratives..</i> | 40 DH | 70 DH | | |
| <i>Édition de traduction officielle</i> | 35 DH | 60 DH | | |

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe.

SOMMAIRE

Pages

| | | | |
|--|-----|--|-----|
| | | Accidents causés par des véhicules terrestres à moteur. — Indemnisation des victimes. | |
| | | Dahir portant loi n° 1-84-177 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif à l'indemnisation des victimes d'accidents causés par des véhicules terrestres à moteur | 388 |
| | | Division administrative du Royaume. | |
| | | Décret n° 2-84-130 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) modifiant et complétant le décret n° 2-73-416 du 14 rejev 1393 (14 août 1973) créant et énumérant les cercles, les caïdats et les communes urbaines et rurales du Royaume et indiquant le nombre de conseillers à élire dans chaque commune | 395 |
| | | Prix de vente publics des publications et des cartes éditées par le ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme. | |
| | | Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme n° 760-84 du 17 rejev 1404 (19 avril 1984) complétant l'arrêté n° 577-73 du 21 chaabane 1393 (20 septembre 1973) fixant les prix de vente publics des publications et des cartes éditées par le ministère du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande | 395 |
| | | Emission de bons du Trésor à un mois. | |
| | | Arrêté du ministre des finances n° 841-84 du 7 hija 1404 (3 septembre 1984) modifiant l'arrêté n° 734-84 du 1 ^{er} kaada 1404 (30 juillet 1984) relatif à l'émission de bons du Trésor à un mois | 395 |
| | | Service militaire. — Commissions de sélection des assujettis. | |
| | | Arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre de l'intérieur n° 721-84 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif aux réunions des commissions de sélection des assujettis au service militaire en 1984 .. | 396 |
| Edifices affectés au culte musulman. | | | |
| Dahir portant loi n° 1-84-150 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif aux édifices affectés au culte musulman | 386 | | |
| Banques d'investissement. | | | |
| Dahir portant loi n° 1-84-145 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif aux banques d'investissement. | 387 | | |
| Office de commercialisation et d'exportation. | | | |
| Dahir portant loi n° 1-84-151 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) modifiant le dahir portant loi n° 1-75-288 du 25 hija 1396 (17 décembre 1976) relatif à l'Office de commercialisation et d'exportation | 387 | | |
| Convention conclue entre l'Etat marocain, l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et la société North-South Ressources Limited. | | | |
| Dahir portant loi n° 1-84-153 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) approuvant la convention conclue le 1 ^{er} mars 1984 entre l'Etat marocain, l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et la société North-South Ressources Limited, relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures dans l'off shore d'Essaouira | 387 | | |
| Organisation communale. | | | |
| Dahir portant loi n° 1-84-165 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) relatif à l'organisation communale | 387 | | |

Assurance obligatoire des véhicules sur route.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2975 du 15 chaabane 1389 (5 novembre 1969) 396

TEXTES PARTICULIERS**Fermis miniers.**

Arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 823-84 du 17 kaada 1404 (15 août 1984) accordant le permis de recherche d'hydrocarbures dit « Essaouira maritime » 396

Arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 824-84 du 17 kaada 1404 (15 août 1984) accordant le permis de recherche des hydrocarbures dit « Tan Tan maritime » 397

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES****TEXTES PARTICULIERS****Ministère de l'éducation nationale.**

Arrêté du ministre de l'éducation nationale n° 830-84 du 1^{er} hija 1404 (28 août 1984) fixant les matières ouvrant droit à l'indemnité forfaitaire mensuelle pour heures supplémentaires 397

AVIS ET COMMUNICATIONS

Liste complémentaire, pour l'année 1984, des géomètres privés et des entreprises topographiques 398

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir portant loi n° 1-84-150 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif aux édifices affectés au culte musulman.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 19,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le permis de construire prévu par l'article 14 du dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme est rendu obligatoire sur l'ensemble du territoire de Notre Royaume pour la construction ou l'extension des mosquées et de tous autres édifices affectés au culte musulman.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 44 du dahir n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) relatif à l'organisation communale et de l'article 15 du dahir précité du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952), le permis de construire concernant les constructions visées à l'article premier ci-dessus, est délivré par le gouverneur de la préfecture ou de la province après avis des services compétents du ministère des Habous et des affaires islamiques et du ministère de l'habitat et de l'aménagement du territoire national.

ART. 3. — Outre les conditions auxquelles doivent satisfaire toutes constructions en vertu des prescriptions du titre IV du dahir précité du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) et des règlements pris pour son application, le permis de construire concernant les édifices visés à l'article premier ci-dessus, ne peut être délivré que si le demandeur possède ou s'engage à construire ou à acquérir, avant l'achèvement de la construction, des immeubles qu'il constitue habous au profit de l'édifice et dont le revenu sera affecté à l'entretien de ce dernier et à la rétribution des agents du culte qui lui seront affectés.

ART. 4. — La demande de permis de construire concernant les édifices visés à l'article premier ci-dessus est déposée, dans les conditions et formes prévues par décret, auprès du gouverneur de la préfecture ou de la province intéressée.

Après l'achèvement de la construction et avant l'ouverture des lieux au culte, le gouverneur ou son délégué, constate la conformité des locaux construits avec les prescriptions du permis de construire et l'accomplissement de la condition visée à l'article 3 ci-dessus et délivre, le cas échéant, le certificat de conformité.

ART. 5. — Toute infraction aux dispositions des articles 1, 2 et 3 ci-dessus ou de celles du dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) précité est punie des sanctions édictées par le titre V de ce dernier dahir, et l'arrêt des travaux ou la démolition des constructions objet de l'infraction sont immédiatement ordonnés par le gouverneur de la préfecture ou de la province qui les fait exécuter aux frais du contrevenant, nonobstant, tous recours.

ART. 6. — Sont constitués Habous au profit de la communauté musulmane et ne pourront faire l'objet d'une appropriation privative tous les édifices du culte musulman existants ou à construire, mosquées, zaouias, sanctuaires et leurs annexes.

ART. 7. — Les édifices visés à l'article premier ci-dessus sont ouverts à la communauté musulmane pour l'exercice du culte.

Leur gestion et leur fonctionnement sont assurés par le ministère des Habous et des affaires islamiques dans les conditions fixées par les règlements en vigueur en la matière.

Les khatibs, Imams et prédicateurs qui y sont affectés sont nommés par le ministre des Habous et des affaires islamiques après avis du gouverneur de la préfecture ou de la province et consultation du conseil régional des oulémas concerné.

ART. 8. — Les dispositions des articles 1 à 5 inclus du présent dahir portant loi ne sont pas applicables aux édifices affectés au culte musulman lorsqu'ils doivent être construits par l'Etat.

ART. 9. — Le présent dahir portant loi, qui sera publié au Bulletin officiel, abroge le dahir du 29 rebia II 1336 (11 février 1918) plaçant sous le contrôle des Habous tous les édifices affectés au culte musulman.

Fait à Fès, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

Dahir portant loi n° 1-84-145 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984)
relatif aux banques d'investissement.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 19,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme « Banques d'investissement » et soumises aux dispositions du présent dahir portant loi, les banques dont l'activité principale est la prise et la gestion de participations dans des entreprises existantes, ou en formation, ayant leur siège au Maroc ou à l'étranger.

Ces banques peuvent, également, effectuer les opérations énumérées à l'article premier du décret royal n° 1067-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant loi relatif à la profession bancaire et au crédit.

ART. 2. — Les banques répondant à la définition de l'article premier ci-dessus doivent être autorisées à exercer, en cette qualité, dans les formes prévues à l'article 4 du décret royal portant loi précité n° 1067-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) et sont soumises aux dispositions dudit décret royal, notamment :

1° toute banque d'investissement doit justifier à son bilan d'un capital minimum dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé des finances, après avis de la Banque du Maroc et du comité du crédit et du marché financier ;

2° le ministre chargé des finances peut, par arrêtés pris après avis du comité du crédit et du marché financier, instituer les rapports minimums ou maximums devant être maintenus entre deux ou plusieurs des divers éléments de l'actif et du passif de chaque banque d'investissement.

ART. 3. — Les dispositions du dahir portant loi n° 1-73-210 du 26 moharrem 1393 (2 mars 1973) relatif à l'exercice de certaines activités et les textes pris pour son exécution ne sont pas applicables aux banques d'investissement.

ART. 4. — Le présent dahir portant loi sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Fès, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

« Article 2 (premier alinéa). — L'Office de commercialisation et d'exportation à l'exclusivité de l'écoulement et de la commercialisation à l'exportation des produits suivants : agrumes, fruits et légumes frais, vins et produits vigneux, coton fibre. »

ART. 2. — Le présent dahir portant loi sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Fès, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

Dahir portant loi n° 1-84-153 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) approuvant la convention conclue le 1^{er} mars 1984 entre l'Etat marocain, l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et la société North-South Ressources Limited, relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures dans l'off shore d'Essaouira.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 19,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent dahir portant loi, la convention conclue le 1^{er} mars 1984 entre l'Etat marocain, l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et la société North-South Ressources Limited, relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures dans l'off shore d'Essaouira.

ART. 2. — Le présent dahir portant loi sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Fès, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

Dahir portant loi n° 1-84-165 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) relatif à l'organisation communale.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 19,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 62 (2° et 3° alinéas) et 64 (2° alinéa) du dahir portant loi n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) relatif à l'organisation communale sont modifiés comme suit :

« Article 62 (2° alinéa). — Le président du conseil de la « communauté, ci-dessus qui sont exercées, « pour la communauté urbaine de Casablanca, par le Wali du « Grand Casablanca.

Dahir portant loi n° 1-84-151 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) modifiant le dahir portant loi n° 1-75-288 du 25 hija 1396 (17 décembre 1976) relatif à l'Office de commercialisation et d'exportation.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 19 :

Vu le dahir portant loi n° 1-75-288 du 25 hija 1396 (17 décembre 1976) relatif à l'Office de commercialisation et d'exportation,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 2 du dahir portant loi susvisé n° 1-75-288 du 25 hija 1396 (17 décembre 1976) est modifié ainsi qu'il suit :

« (3^e alinéa) Le Wali n'assiste pas au vote des comptes administratifs. »

« Article 64 (2^e alinéa). — Dans les quinze jours qui suivent l'élection définitive des bureaux des conseils des communes urbaines de Casablanca, le conseil de la communauté se réunit sur convocation du Wali du Grand Casablanca et sous la présidence »

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le dahir portant loi précité n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) est complété par un titre IV bis ainsi conçu :

« TITRE IV bis

« Dispositions particulières aux communes urbaines « de l'agglomération urbaine de Rabat

« Article 66 bis. — Par dérogation aux dispositions du présent dahir, les affaires intéressant deux ou plusieurs communes urbaines de l'agglomération urbaine de Rabat sont, dans les domaines énumérés à l'article 59 ci-dessus, coordonnées et gérées par une personne morale de droit public, dotée de l'autonomie financière et dénommée « communauté urbaine de Rabat ».

« Sont applicables à la communauté urbaine de Rabat les dispositions des articles 62 à 66 inclus relatives à la communauté urbaine de Casablanca, les attributions conférées, dans cette dernière communauté, au Wali du grand Casablanca étant, en ce qui concerne la communauté urbaine de Rabat, dévolues au Wali de Rabat-Salé. »

ART. 3. — Le titre V du dahir portant loi précité n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« TITRE V

« Régime particulier à la commune urbaine « de Rabat-Hassan

« Article 67. — Les dispositions des articles 18 (1^{er} alinéa), 42 (paragraphe 3), 44 (1^{er} alinéa), 45, 46, 47 et 48 ci-dessus ne sont pas applicables au président du conseil communal de Rabat-Hassan.

« Les attributions reconnues aux présidents des conseils communaux par les dispositions visées à l'alinéa précédent sont exercées, dans la commune de Rabat-Hassan, par le gouverneur de la préfecture de Rabat ou l'autorité administrative déléguée par lui à cet effet. »

ART. 4. — Le dahir portant loi précité n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) est complété par un titre V bis ainsi conçu :

« TITRE V bis

« Régime particulier à la commune urbaine « du Méchouar de Casablanca

« Article 67 bis. — Les dispositions des articles 18 (1^{er} alinéa), 42, 44 (1^{er} alinéa), 45, 46, 47 et 48 ci-dessus ne sont pas applicables au président du conseil communal du Méchouar de Casablanca.

« Les attributions reconnues par ces articles aux présidents des conseils communaux sont exercées, dans la commune urbaine du Méchouar de Casablanca, par le Pacha de cette commune, assisté d'un adjoint nommé par décret. »

ART. 5. — A titre transitoire et par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 64 du dahir portant loi précité n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) le conseil de la communauté urbaine de Rabat doit se réunir, pour

l'élection des membres de son bureau, dans les 30 jours qui suivent celui de la publication au « Bulletin officiel » du présent dahir portant loi.

ART. 6. — Le présent dahir portant loi sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Fès, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Pour contresigner :

Le Premier ministre,

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

Dahir portant loi n° 1-84-177 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif à l'indemnisation des victimes d'accidents causés par des véhicules terrestres à moteur.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 19,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Chapitre premier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions législatives contraires, sont indemnisés, dans les limites et suivant les bases et la procédure fixées par le présent dahir portant loi et les textes pris pour son application, les dommages corporels causés à des tiers par un véhicule terrestre à moteur soumis à l'obligation d'assurance, dans les conditions prévues au dahir n° 1-69-100 du 8 chaabane 1389 (20 octobre 1969) relatif à l'assurance obligatoire des véhicules sur route.

Chapitre II

PRÉJUDICES INDEMNISABLES

Section première

Remboursement des frais et dépenses

ART. 2. — L'indemnisation comporte le remboursement des frais de transport de la victime et, le cas échéant, de la personne qui l'accompagne, ainsi que des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation et des dépenses nécessitées par le recours à des appareils de prothèse ou d'orthopédie et par la rééducation de la victime.

Le remboursement des frais et dépenses visés à l'alinéa ci-dessus est effectué, sur justifications, compte tenu des tarifs réglementés s'il en existe et, à défaut, par application des prix normalement pratiqués.

Section 2

Compensation des préjudices subis par la victime

ART. 3. — Outre le remboursement des frais et dépenses prévu à l'article 2 ci-dessus, l'indemnisation due à la victime compense :

a) en cas d'incapacité temporaire de travail : la perte du salaire ou des gains professionnels qui en résulte, compte tenu de la part de responsabilité imputable à l'auteur de l'accident ou au civilement responsable.

b) en cas d'incapacité physique permanente : la perte du salaire ou des gains professionnels qui en résulte pour la victime ainsi que les dommages causés à son intégrité physique et, le cas échéant, les préjudices suivants : recours à une

tierce personne, changement total de profession, conséquences défavorables de carrière, interruption définitive ou quasi définitive de scolarité, préjudice esthétique et pretium doloris, le tout dans les conditions prévues aux articles 5 à 10 inclus du présent dahir portant loi.

Section 3

Compensation des préjudices subis

par les ayants droit de la victime du fait de son décès

ART. 4. — En cas de décès de la victime des suites de l'accident, les personnes envers lesquelles elle était tenue à une obligation alimentaire en vertu des règles de son statut personnel ainsi que toute autre personne aux besoins de laquelle elle subvenait ont droit à la compensation de la perte des ressources qu'elles ont subie du fait de sa mort.

Le conjoint de la victime décédée et ses ascendants et descendants au premier degré ont seuls droit à la réparation du préjudice d'affection dans les limites suivantes :

- le conjoint : 2 fois le montant du salaire ou des gains professionnels minimums, tel que figurant au tableau prévu à l'article 5 ci-après (en cas de pluralité de veuves, chacune d'elles aura droit à 2 fois le montant en question).
- ascendants et descendants : 1,50 fois le montant minimum précité pour chacun d'eux.

Les frais funéraires sont remboursés à ceux qui en ont fait l'avance.

Chapitre III

BASES D'ÉVALUATION DE L'INDEMNISATION DUE A LA VICTIME POUR INCAPACITÉ PHYSIQUE PERMANENTE OU A SES AYANTS DROIT POUR PERTE DE RESSOURCES CONSÉCUTIVE A SON DÉCÈS

Section première

Indemnisation de la victime

ART. 5. — L'indemnisation de la victime pour incapacité physique permanente comporte une indemnité principale déterminée en fonction des éléments suivants :

1) le capital de référence, tel que fixé dans le tableau annexé au présent dahir portant loi, compte tenu de l'âge de la victime au moment de l'accident et de son salaire ou de ses gains professionnels ;

2) le taux d'incapacité de la victime fixé, par le médecin-expert, par référence au « barème fonctionnel des incapacités » établi par voie réglementaire, étant entendu que la valeur du point de l'incapacité physique permanente représentant le centième du capital de référence de la victime, se peut être inférieure au cinquième (1/5 du montant du salaire ou des gains professionnels minimums figurant au tableau prévu au paragraphe précédent ;

3) la part de responsabilité imputable à l'auteur de l'accident ou au civilement responsable.

ART. 6. — La victime doit fournir la preuve du montant de son salaire ou de ses gains professionnels.

La victime qui ne justifie pas d'un salaire ou de gains professionnels est censée bénéficier du montant minimum fixé au tableau prévu à l'article 5 ci-dessus.

ART. 7. — Lorsque la victime est le gérant ou l'exploitant de ses propres biens et que la part correspondant à son travail ne peut être distinguée de celle lui revenant de ses biens, le salaire ou les gains professionnels servant de base à la détermination de son capital de référence seront évalués par assimilation au salaire ou aux gains professionnels d'une personne exerçant les mêmes activités.

ART. 8. — La victime qui, au moment de l'accident, ne dispose pas d'un salaire ou de gains professionnels, mais dont la scolarité ou la formation professionnelle est suffisamment avancée pour lui laisser espérer avoir dans l'avenir une activité pouvant lui procurer un revenu supérieur au minimum prévu au tableau visé à l'article 5 ci-dessus est indemnisée sur les bases suivantes :

- 1,50 fois le salaire ou les gains professionnels minimums figurant au tableau précité, si elle poursuit des études secondaires ou une formation professionnelle non rémunérée ;
- 2 fois le même montant minimum, si elle poursuit des études supérieures du 1^{er} ou 2^e cycle ;
- 3 fois le montant minimum précité, si elle poursuit des études supérieures du 3^e cycle.

ART. 9. — L'indemnité principale est obtenue en multipliant le capital de référence de la victime par le taux d'incapacité de cette dernière et en prenant en considération la part de responsabilité imputable à l'auteur de l'accident ou au civilement responsable.

ART. 10. — A l'indemnité principale, déterminée telle que prévue à l'article 9 ci-dessus, s'ajoutent, le cas échéant, des indemnités complémentaires déterminées en multipliant, suivant le cas, par les taux ci-après soit le montant du salaire ou des gains professionnels minimums figurant au tableau prévu à l'article 5 ci-dessus, soit le capital de référence de la victime, en prenant, dans tous les cas, en considération la part de responsabilité imputable à l'auteur de l'accident ou au civilement responsable :

a) Incapacité physique permanente obligeant la victime à avoir recours, d'une manière permanente, à une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie : 50% du capital de référence correspondant à l'âge de la victime et au montant du salaire ou des gains professionnels minimums, figurant au tableau prévu à l'article 5 ci-dessus ;

b) Pretium doloris assez important, important ou très important : respectivement 5%, 7% ou 10% du capital de référence correspondant à l'âge de la victime et au montant minimum visé au a) ci-dessus ;

c) Préjudice esthétique assez important, important ou très important entraînant une défectuosité physique :

- n'ayant pas eu de conséquences défavorables sur la carrière de la victime : respectivement 5%, 10% et 15% du capital de référence de la victime,

- ayant eu des conséquences défavorables sur la carrière de la victime : respectivement 25%, 30% et 35% du capital de référence de la victime, cette dernière indemnité n'étant pas cumulable avec celle prévue au d) ci-dessus sauf lorsque le dommage a entraîné pour la victime une incapacité physique permanente égale ou inférieure à 10% ;

d) Incapacité physique permanente entraînant pour la victime un changement total de profession ou des conséquences défavorables de carrière :

- mise anticipée à la retraite 20%
- perte de l'aptitude à l'avancement 15%

- perte de travaux supplémentaires professionnels et autres conséquences sur la carrière 10%, du capital de référence de la victime,

e) Incapacité physique permanente entraînant pour la victime une interruption de scolarité :

- définitive 25%
- quasi définitive 15%,

du capital de référence de la victime.

Section 2

Indemnisation des ayants droit

ART. 11. — L'indemnisation due aux ayants droit de la victime pour perte de ressources du fait du décès de cette dernière est répartie entre eux, conformément aux pourcentages suivants appliqués au capital de référence de la victime, et en prenant en considération la part de responsabilité imputable à l'auteur de l'accident ou au civilement responsable :

- | | |
|---|-----------------------|
| 1° Le conjoint | 25% |
| (En cas de pluralité de veuves ce taux est ramené à | 20% |
| pour chacune d'elles, sans, toutefois, que le montant global des indemnités allouées à l'ensemble des veuves puisse dépasser | 40%). |
| 2° Descendants (pour chacun d'eux) | |
| a) jusqu'à la cinquième année incluse | 25% |
| b) de la 6 ^e à la 10 ^e année incluse | 20% |
| c) de la 11 ^e à la 16 ^e année incluse | 15% |
| d) de 17 ans et plus | 10% |
| e) descendant atteint d'une infirmité physique ou mentale le mettant dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins | 30% |
| (sans considération de l'âge). | |
| 3° Ascendants (père et mère) | 10%, chacun. |
| 4° Autres ayants droit envers lesquels la victime était tenue à une obligation alimentaire | 10%, chacun. |
| 5° Personnes aux besoins desquelles la victime subvenait sans être liée envers elles par une obligation alimentaire | 15%, pour l'ensemble. |

Cette indemnisation, qui ne s'impute pas sur le capital de référence de la victime, est répartie, par parts égales, entre les intéressés qui en font la demande en justifiant de leur qualité de bénéficiaire.

ART. 12. — Lorsque le montant global des indemnités attribuées aux ayants droit visés aux paragraphes 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 11 ci-dessus dépasse le capital de référence, il est procédé à une réduction proportionnelle des indemnités revenant à chacun d'eux.

ART. 13. — Lorsque le montant global des indemnités attribuées aux ayants droit visés à l'article 12 ci-dessus n'épuise pas la totalité du capital de référence de la victime, il est procédé à une augmentation proportionnelle des indemnités revenant à chacun d'eux, sans que la part totale qui lui sera ainsi échue puisse excéder 50% du capital de référence.

ART. 14. — Les montants minimums et maximums fixés par le tableau visé à l'article 5 ci-dessus doivent suivre la variation de la rémunération correspondant à la valeur des cent cinquante (150) premiers points d'indice de la grille de rémunération des fonctionnaires de l'Etat.

Ces variations doivent faire l'objet d'une publication au « Bulletin officiel ».

Chapitre IV

MODALITÉ DE VERSEMENT DES INDEMNITÉS

ART. 15. — Le montant de l'indemnisation due aux victimes ou à leurs ayants droit est versé sous forme de capital.

Toutefois, il est versé sous forme de rente :

- a) en totalité, lorsqu'il s'agit d'ayants droit mineurs ;

b) partiellement, lorsqu'il s'agit de victimes mineures atteintes d'une incapacité physique permanente (IPP).

La part de l'indemnisation qui sera servie, dans ce dernier cas, sous forme de rente doit correspondre :

- à la moitié (1/2) de l'indemnisation due : pour les victimes âgées de 10 ans au plus,
- au tiers (1/3) de l'indemnisation due : pour les victimes de plus de 10 ans.

Le solde de l'indemnisation est capitalisée jusqu'à son versement au bénéficiaire lorsque ce dernier aura atteint sa vingt et unième année.

Cette capitalisation est effectuée au taux de rendement des emplois de la Caisse nationale de retraites et d'assurances instituée par le dahir n° 1-59-301 du 24 rebia II 1379 (27 octobre 1959), diminué de 2%, au titre des frais de gestion du service de la rente.

Lorsque le montant de la rente, calculé dans les conditions prévues ci-dessus, est inférieur au 1/4 du montant du salaire ou des gains professionnels minimums figurant au tableau visé à l'article 5 ci-dessus, l'indemnisation est versée en totalité sous forme de capital.

ART. 16. — Chaque fois qu'une indemnisation doit être versée totalement ou partiellement sous forme de rente, la totalité du montant de l'indemnisation due doit être déposée auprès de la Caisse nationale de retraites et d'assurances précitée.

La rente est déterminée par application des tarifs utilisés pour le calcul des réserves mathématiques à la charge du régime collectif d'allocation de retraite institué par le dahir portant loi n° 1-77-216 du 20 chaoual 1397 (4 octobre 1977).

Toutes les rentes sont payables mensuellement et à terme échu.

ART. 17. — Toutes les rentes allouées en vertu du présent chapitre sont revalorisées sur la base de la variation de la rémunération correspondant à la valeur des cent cinquante (150) premiers points d'indice de la grille de rémunération des fonctionnaires de l'Etat.

Les charges de cette revalorisation sont couvertes par les bénéfices dégagés par la Caisse nationale de retraites et d'assurances au titre de la gestion des rentes prévues par le présent chapitre et par le versement, par les entreprises d'assurances, d'une contribution égale à 1% du montant des primes ou cotisations émises, nettes d'annulation et de taxes, au titre de l'assurance automobile.

Chapitre V

DEMANDES D'INDEMNISATION

ART. 18. — Sauf en ce qui concerne les demandes de remboursement ou de prise en charge des frais et dépenses énumérés à l'article 2 ci-dessus, lesquelles peuvent être formulées par les intéressés, à tout moment, la victime dès consolidation de ses blessures constatée par rapport d'experts ou les ayants-droit, après décès de la victime, sont tenus avant d'engager une action judiciaire en dommages et intérêts, de demander à l'entreprise ou aux entreprises d'assurances concernées l'indemnisation des dommages subis.

Cette demande introduite par lettre recommandée avec accusé de réception ou notifiée par voie extrajudiciaire, doit être assortie des documents permettant l'évaluation de l'indemnisation, à savoir :

- une copie du procès-verbal dressé par un officier ou un agent de la police judiciaire,
- un extrait d'acte de naissance de la victime, et le cas échéant, de ses ayants droit,

- les pièces justificatives du salaire ou des gains professionnels,
- une copie des rapports d'expertise médicale,
- tous autres documents nécessaires à l'évaluation des dommages.

En cas de pluralité d'entreprises d'assurances couvrant les dommages subis, la première entreprise saisie doit évaluer et verser, au demandeur, la totalité de l'indemnisation due avant de réclamer la part à la charge des autres débiteurs concernés y compris, le cas échéant, celle à la charge du Fonds de garantie automobile.

Toutefois, si une action publique est engagée avant l'introduction de la demande prévue au premier alinéa du présent article ou avant que l'entreprise d'assurances et les intéressés ne soient parvenus à un accord, la victime ou ses ayants droit peuvent soit se constituer partie civile en se joignant à l'action publique, soit demander l'indemnisation à l'entreprise d'assurances concernée ou poursuivre les négociations engagées à cet effet.

ART. 19. — Dans les 60 jours suivant la réception des documents justificatifs visés à l'article précédent, l'entreprise d'assurances doit notifier au demandeur, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie extrajudiciaire, le montant de l'indemnisation qu'elle propose conformément aux dispositions du présent dahir portant loi. Le délai précité peut être, le cas échéant, augmenté pour permettre la contre-expertise ou, en cas de désaccord, l'expertise judiciaire. Tout défaut de réponse dans le délai imparti est considéré comme un refus d'indemnisation.

Le demandeur doit faire connaître à l'entreprise d'assurances dans les 30 jours de la réception de la lettre précitée, son accord ou son refus notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie extrajudiciaire.

En cas d'accord, l'entreprise d'assurances doit, dans les 30 jours suivant la réception de la lettre du demandeur, lui verser l'indemnisation due. Cette indemnisation est définitive sous réserve des dispositions prévues à l'article 20 ci-après.

ART. 20. — Les dispositions de l'article 19 ci-dessus sont applicables à la demande d'une indemnisation complémentaire, en cas d'aggravation du dommage corporel ayant fait l'objet d'une indemnisation.

Chapitre VI

DOMMAGES ET INTÉRÊTS EN CAS DE NON-PAIEMENT

ART. 21. — En cas de non-paiement par l'entreprise d'assurances de tout ou partie d'une créance certaine et liquide due conformément aux dispositions du présent dahir portant loi, les bénéficiaires ont droit à des dommages et intérêts dans la limite de 50% des sommes indûment retenues.

Chapitre VII

SANCTIONS ADMINISTRATIVES

ART. 22. — Le ministre des finances peut, après avis du comité consultatif des assurances privées, infliger une amende administrative variant de 10.000 à 100.000 dirhams à toute entreprise d'assurances qui ne procède pas, en tout ou partie, dans le délai imparti, au paiement de l'indemnisation due, que ces faits soient constatés dans le cadre de l'exercice du contrôle de l'Etat ou sur une réclamation du bénéficiaire.

L'amende administrative est recouvrée comme en matière d'enregistrement.

Chapitre VIII

PRESCRIPTIONS

ART. 23. — Sont prescrites toutes demandes d'indemnisation non formulées par la victime ou ses ayants droit, auprès de l'entreprise d'assurances concernée, dans le délai de 5 ans suivant, selon le cas, soit la date du rapport d'expertise constatant la consolidation des blessures de la victime, soit la date du décès de la victime.

Sont prescrites toutes actions en dommages et intérêts non intentées devant le tribunal compétent dans un délai de 3 ans suivant la date de la lettre de refus d'indemnisation de l'entreprise d'assurances ou de la lettre de rejet, par la victime ou ses ayants droit, de la proposition d'indemnisation faite par l'entreprise d'assurances.

ART. 24. — Sont prescrites toutes demandes en révision d'indemnisation non formulées auprès de l'entreprise d'assurances concernée, dans le délai d'un an suivant la date du rapport d'expert constatant l'aggravation des dommages corporels subis par la victime.

Sont prescrites toutes actions en révision d'indemnisation non intentées devant le tribunal compétent dans un délai d'un an suivant la date de la lettre de refus d'indemnisation de l'entreprise d'assurances, ou de la lettre de rejet, par la victime ou ses ayants droit, de la proposition d'indemnisation faite par ladite entreprise.

Chapitre IX

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 25. — Un exemplaire de tout procès-verbal relatif à un accident corporel de la circulation doit être transmis par les officiers ou les agents de la police judiciaire ayant constaté l'accident, à l'entreprise d'assurances concernée, sous pli recommandé, dans les 10 jours de sa date de clôture. Un exemplaire dudit procès-verbal est également remis ou adressé au civilement responsable, à la victime ou à ses ayants droit, sur leur demande.

ART. 26. — Les dispositions du présent dahir portant loi, à l'exception de celles des chapitres V, VII et VIII, sont applicables aux indemnités dues aux victimes et à leurs ayants droit.

1) par le Fonds de garantie automobile ou par le civilement responsable lorsque ni le Fonds de garantie ni une entreprise d'assurances ne sont tenus à l'indemnisation ;

2) à la suite d'accidents causés par les véhicules appartenant à des personnes non soumises à l'obligation d'assurance conformément à l'article 2 du dahir n° 1-69-100 du 8 chaabane 1389 (20 octobre 1969) relatif à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles sur route ;

3) à la suite d'accidents causés par les véhicules liés à une voie ferrée.

ART. 27. — Les dispositions du présent dahir portant loi ne sont pas applicables à la réparation des dommages matériels qu'ils soient causés au véhicule ou à tous autres biens se trouvant à l'intérieur ou à l'extérieur de ce dernier.

ART. 28. — Les dispositions du présent dahir portant loi, qui sera publié au *Bulletin officiel*, entreront en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1984. Elles ne sont pas applicables aux dommages nés avant cette date.

Fait à Fès, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

* * *

Tableau annexé au dahir portant loi n° 1-84-177 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984)
relatif à l'indemnisation des victimes d'accidents causés par des véhicules terrestres à moteur

| SALAIRE ou gains professionnels | Jusqu'à 21 ans | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 |
|---------------------------------------|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 7.233 | 123.750 | 121.840 | 120.630 | 119.430 | 118.220 | 117.015 | 115.810 | 114.900 | 114.000 | 113.090 | 112.190 | 111.280 |
| 9.000 | 137.700 | 136.350 | 135.000 | 133.650 | 132.300 | 130.950 | 129.600 | 128.500 | 127.500 | 126.500 | 125.500 | 124.500 |
| 12.000 | 173.400 | 171.700 | 170.000 | 168.300 | 166.600 | 164.900 | 163.200 | 161.925 | 160.650 | 159.375 | 158.100 | 156.825 |
| 15.000 | 221.000 | 218.835 | 216.670 | 214.665 | 212.340 | 210.175 | 208.000 | 206.375 | 204.750 | 203.125 | 201.500 | 199.875 |
| 18.000 | 236.000 | 235.670 | 233.340 | 231.010 | 228.680 | 226.350 | 224.000 | 222.250 | 220.500 | 218.750 | 217.000 | 215.250 |
| 21.000 | 255.000 | 252.500 | 250.000 | 247.500 | 245.000 | 242.500 | 240.000 | 238.125 | 236.250 | 234.375 | 232.500 | 230.625 |
| 24.000 | 272.000 | 269.330 | 266.660 | 263.990 | 261.320 | 258.650 | 256.000 | 254.000 | 252.000 | 250.000 | 248.000 | 246.000 |
| 27.000 | 289.000 | 286.170 | 283.340 | 280.510 | 277.680 | 274.850 | 272.000 | 269.875 | 267.750 | 265.625 | 263.500 | 261.375 |
| 30.000 | 306.000 | 303.000 | 300.000 | 297.000 | 294.000 | 291.000 | 288.000 | 285.750 | 283.500 | 281.250 | 279.000 | 276.750 |
| 33.000 | 323.000 | 319.835 | 316.670 | 313.505 | 310.340 | 307.175 | 304.000 | 301.625 | 299.250 | 296.875 | 294.500 | 292.125 |
| 36.000 | 340.000 | 336.670 | 333.340 | 330.010 | 326.680 | 323.350 | 320.000 | 317.500 | 315.000 | 312.500 | 310.000 | 307.500 |
| 39.000 | 357.000 | 353.500 | 350.000 | 346.500 | 343.000 | 339.500 | 336.000 | 333.375 | 330.750 | 328.125 | 325.500 | 322.875 |
| 42.000 | 374.000 | 370.335 | 366.670 | 363.005 | 359.340 | 355.675 | 352.000 | 349.250 | 346.500 | 343.750 | 341.000 | 338.250 |
| 45.000 | 391.000 | 387.170 | 383.340 | 379.510 | 375.680 | 371.850 | 368.000 | 365.125 | 362.250 | 359.375 | 356.500 | 353.625 |
| 48.000 | 408.000 | 404.000 | 400.000 | 396.000 | 392.000 | 388.000 | 384.000 | 381.000 | 378.000 | 375.000 | 372.000 | 369.000 |
| 51.000 | 414.375 | 410.315 | 406.255 | 402.195 | 398.135 | 394.075 | 390.000 | 386.955 | 383.910 | 380.865 | 377.820 | 374.775 |
| 54.000 | 420.750 | 416.625 | 412.500 | 408.375 | 404.250 | 400.125 | 396.000 | 392.910 | 389.820 | 386.730 | 383.640 | 380.550 |
| 57.000 | 427.125 | 422.295 | 418.745 | 414.555 | 410.365 | 406.175 | 402.000 | 398.860 | 395.720 | 392.580 | 389.440 | 386.300 |
| 60.000 | 432.225 | 427.985 | 423.745 | 419.505 | 415.265 | 411.025 | 406.800 | 403.620 | 400.440 | 397.260 | 394.080 | 390.900 |
| 63.000 | 437.325 | 433.035 | 428.745 | 424.455 | 420.165 | 415.875 | 411.600 | 408.385 | 405.170 | 401.955 | 398.740 | 395.525 |
| 66.000 | 442.425 | 438.085 | 433.745 | 429.405 | 425.065 | 420.725 | 416.400 | 413.150 | 409.900 | 406.650 | 403.400 | 400.150 |
| 69.000 | 447.525 | 443.135 | 438.745 | 434.355 | 429.965 | 425.575 | 421.200 | 417.910 | 414.620 | 411.330 | 408.040 | 404.750 |
| 72.000 | 452.625 | 448.185 | 443.745 | 439.305 | 434.865 | 430.425 | 426.000 | 422.670 | 419.340 | 416.010 | 412.680 | 409.350 |
| 75.000 | 457.725 | 453.235 | 448.745 | 444.255 | 439.765 | 435.275 | 430.800 | 427.435 | 424.070 | 420.705 | 417.340 | 413.975 |
| 78.000 | 462.825 | 458.285 | 453.745 | 449.205 | 444.665 | 440.125 | 435.600 | 432.200 | 428.800 | 425.400 | 422.000 | 418.600 |
| 81.000 | 467.925 | 462.495 | 457.915 | 453.335 | 448.755 | 444.175 | 439.600 | 436.165 | 432.730 | 429.295 | 425.860 | 422.425 |
| 84.000 | 471.325 | 466.705 | 462.085 | 457.465 | 452.845 | 448.225 | 443.600 | 440.135 | 436.670 | 433.205 | 429.740 | 426.275 |
| 87.000 | 475.725 | 470.915 | 466.255 | 461.595 | 456.935 | 452.275 | 447.600 | 444.105 | 440.610 | 437.115 | 433.620 | 430.125 |
| 90.000 | 479.825 | 475.120 | 470.415 | 465.710 | 461.005 | 456.300 | 451.600 | 448.070 | 444.540 | 441.010 | 437.480 | 433.950 |
| 93.000 | 484.075 | 479.330 | 474.585 | 469.840 | 465.095 | 460.350 | 455.600 | 452.040 | 448.480 | 444.920 | 441.360 | 437.800 |
| 96.000 | 488.325 | 483.525 | 478.725 | 473.925 | 469.125 | 464.325 | 459.600 | 455.980 | 452.360 | 448.740 | 445.120 | 441.500 |
| 99.000 | 492.575 | 487.927 | 483.097 | 478.267 | 473.437 | 468.607 | 463.800 | 459.980 | 456.360 | 452.740 | 449.120 | 445.500 |
| 102.000 | 495.975 | 491.115 | 486.255 | 481.395 | 476.535 | 471.675 | 466.800 | 463.155 | 459.510 | 455.865 | 452.220 | 448.575 |
| 105.000 | 499.375 | 494.480 | 489.585 | 484.690 | 479.795 | 474.900 | 470.000 | 466.330 | 462.660 | 458.990 | 455.320 | 451.650 |
| 108.000 | 502.775 | 497.845 | 492.915 | 487.785 | 483.055 | 478.125 | 473.200 | 469.505 | 465.810 | 462.115 | 458.420 | 454.725 |
| 111.000 | 506.175 | 501.215 | 496.255 | 491.295 | 486.335 | 481.375 | 476.400 | 472.680 | 468.960 | 465.240 | 461.520 | 457.800 |
| 114.000 | 509.575 | 504.580 | 499.585 | 494.590 | 489.595 | 484.600 | 479.600 | 475.855 | 472.110 | 468.365 | 464.620 | 460.875 |
| 117.000 | 512.975 | 507.945 | 502.915 | 497.885 | 492.855 | 487.825 | 482.800 | 479.030 | 475.260 | 471.490 | 467.720 | 463.950 |
| 120.000 | 516.375 | 511.315 | 506.255 | 501.195 | 496.135 | 491.075 | 486.000 | 482.210 | 478.420 | 474.630 | 470.840 | 467.050 |
| 150.000 | 541.875 | 536.515 | 531.155 | 525.795 | 520.435 | 515.075 | 510.000 | 505.910 | 501.820 | 497.880 | 493.940 | 490.000 |
| 180.000 | 567.375 | 561.715 | 556.055 | 550.395 | 544.735 | 539.075 | 534.000 | 529.610 | 525.220 | 521.130 | 517.040 | 512.950 |
| 210.000 | 592.875 | 586.915 | 580.955 | 574.995 | 569.035 | 563.075 | 558.000 | 553.310 | 548.620 | 544.380 | 540.140 | 535.900 |
| 240.000 | 618.375 | 612.115 | 605.855 | 599.595 | 593.335 | 587.075 | 582.000 | 577.010 | 572.020 | 567.630 | 563.240 | 558.850 |
| 270.000 | 643.875 | 637.315 | 630.755 | 624.195 | 617.635 | 611.075 | 606.000 | 600.710 | 595.420 | 590.880 | 586.340 | 581.800 |
| 300.000 | 669.375 | 662.515 | 655.655 | 649.795 | 643.935 | 638.075 | 633.000 | 624.410 | 618.820 | 614.130 | 609.440 | 604.750 |
| 330.000 | 694.825 | 687.715 | 680.555 | 673.395 | 666.235 | 659.075 | 654.000 | 648.110 | 642.220 | 637.380 | 632.540 | 627.700 |
| 360.000 | 720.375 | 712.915 | 705.455 | 697.995 | 690.535 | 683.075 | 678.000 | 671.810 | 665.620 | 660.630 | 655.640 | 650.650 |
| 390.000 | 745.875 | 738.115 | 730.355 | 722.595 | 714.835 | 707.075 | 702.000 | 695.510 | 689.020 | 683.880 | 678.740 | 673.600 |
| 420.000 | 771.375 | 763.315 | 755.255 | 747.195 | 739.135 | 731.075 | 726.000 | 719.210 | 712.420 | 707.130 | 701.840 | 696.550 |
| 450.000 | 796.875 | 788.525 | 780.155 | 771.795 | 763.435 | 755.075 | 750.000 | 742.910 | 735.820 | 730.380 | 724.940 | 719.500 |
| 480.000 | 822.375 | 813.715 | 805.055 | 796.395 | 787.735 | 779.075 | 774.000 | 766.610 | 759.220 | 759.630 | 748.040 | 742.450 |
| 500.000 | 839.375 | 830.515 | 821.655 | 812.795 | 803.975 | 795.075 | 790.000 | 782.410 | 774.820 | 769.130 | 763.440 | 757.750 |

| SALAIRE ou gains professionnel | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 7.238 | 110.380 | 109.475 | 108.570 | 107.120 | 105.675 | 104.230 | 102.780 | 101.330 | 99.880 | 98.440 | 96.990 | 95.540 |
| 9.000 | 123.500 | 122.500 | 121.500 | 119.880 | 118.260 | 116.640 | 115.020 | 113.400 | 111.780 | 110.160 | 108.540 | 106.920 |
| 12.000 | 155.550 | 154.275 | 153.000 | 150.960 | 158.920 | 146.880 | 144.840 | 142.800 | 140.760 | 138.720 | 136.680 | 134.640 |
| 15.000 | 198.250 | 196.625 | 195.000 | 192.460 | 189.800 | 187.260 | 184.660 | 182.000 | 179.400 | 176.800 | 174.200 | 171.600 |
| 18.000 | 213.500 | 211.750 | 210.000 | 207.200 | 204.400 | 201.600 | 198.800 | 196.000 | 193.200 | 190.400 | 187.600 | 184.800 |
| 21.000 | 228.750 | 226.875 | 225.000 | 222.000 | 219.000 | 216.000 | 213.000 | 210.000 | 207.000 | 204.000 | 201.000 | 198.000 |
| 24.000 | 244.000 | 242.000 | 240.000 | 236.800 | 233.600 | 230.400 | 227.200 | 224.000 | 220.800 | 217.600 | 214.400 | 211.200 |
| 27.000 | 259.250 | 257.125 | 255.000 | 251.600 | 248.200 | 244.800 | 241.400 | 238.000 | 234.600 | 231.200 | 227.800 | 224.400 |
| 30.000 | 274.500 | 272.250 | 270.000 | 266.400 | 262.800 | 259.200 | 255.600 | 252.000 | 248.400 | 244.800 | 241.200 | 237.600 |
| 33.000 | 289.750 | 287.375 | 285.000 | 281.200 | 277.400 | 273.600 | 269.800 | 266.000 | 262.200 | 258.400 | 254.600 | 250.800 |
| 36.000 | 305.000 | 302.500 | 300.000 | 296.000 | 292.000 | 288.000 | 284.000 | 280.000 | 276.000 | 272.000 | 268.000 | 264.000 |
| 39.000 | 320.250 | 317.625 | 315.000 | 310.800 | 306.600 | 302.400 | 298.200 | 294.000 | 289.800 | 285.600 | 281.400 | 277.200 |
| 42.000 | 335.500 | 332.750 | 330.000 | 325.600 | 321.200 | 316.800 | 312.400 | 308.000 | 303.600 | 299.200 | 294.800 | 290.400 |
| 45.000 | 350.750 | 347.875 | 345.000 | 340.400 | 335.800 | 331.200 | 326.600 | 322.000 | 317.400 | 312.800 | 308.200 | 303.600 |
| 48.000 | 366.000 | 363.000 | 360.000 | 355.200 | 350.400 | 345.600 | 340.800 | 336.000 | 331.200 | 326.400 | 321.600 | 316.800 |
| 51.000 | 371.730 | 368.686 | 365.625 | 360.750 | 355.875 | 351.000 | 346.125 | 341.250 | 336.375 | 331.500 | 326.625 | 321.750 |
| 54.000 | 377.460 | 374.370 | 371.250 | 366.300 | 361.350 | 356.400 | 351.450 | 346.500 | 341.550 | 336.600 | 331.650 | 326.700 |
| 57.000 | 383.160 | 380.020 | 376.875 | 371.850 | 366.825 | 361.800 | 356.775 | 351.750 | 346.725 | 341.700 | 336.675 | 331.650 |
| 60.000 | 387.720 | 384.540 | 381.375 | 376.290 | 371.205 | 366.120 | 361.035 | 355.950 | 350.865 | 345.780 | 340.695 | 335.610 |
| 63.000 | 392.310 | 389.095 | 385.875 | 380.730 | 375.585 | 370.440 | 365.295 | 360.150 | 355.005 | 349.860 | 344.715 | 339.570 |
| 66.000 | 396.900 | 393.650 | 390.375 | 385.170 | 379.965 | 374.760 | 369.555 | 364.350 | 360.145 | 355.940 | 351.735 | 347.530 |
| 69.000 | 401.460 | 398.170 | 394.875 | 389.610 | 384.345 | 379.080 | 373.815 | 368.550 | 363.285 | 358.020 | 352.755 | 347.490 |
| 72.000 | 406.020 | 402.690 | 399.375 | 394.050 | 388.725 | 383.400 | 378.075 | 372.750 | 367.425 | 362.100 | 356.775 | 351.450 |
| 75.000 | 410.610 | 407.245 | 403.875 | 398.490 | 393.105 | 387.720 | 382.335 | 376.950 | 371.565 | 366.180 | 360.795 | 355.410 |
| 78.000 | 415.200 | 411.800 | 408.375 | 402.930 | 397.485 | 392.040 | 386.595 | 381.150 | 375.705 | 370.260 | 364.815 | 359.370 |
| 81.000 | 418.990 | 415.555 | 412.125 | 406.630 | 401.135 | 395.640 | 390.145 | 384.650 | 379.155 | 373.660 | 368.165 | 362.670 |
| 84.000 | 422.810 | 419.345 | 415.876 | 410.330 | 404.785 | 399.240 | 393.695 | 388.150 | 382.605 | 377.000 | 371.515 | 365.970 |
| 87.000 | 426.630 | 423.135 | 419.625 | 414.030 | 408.435 | 402.840 | 397.245 | 391.650 | 386.055 | 380.460 | 374.865 | 369.270 |
| 90.000 | 430.420 | 426.890 | 423.375 | 417.730 | 412.085 | 406.440 | 400.795 | 395.150 | 389.505 | 383.860 | 378.215 | 372.570 |
| 93.000 | 434.240 | 430.680 | 427.129 | 421.430 | 415.735 | 410.040 | 404.345 | 398.650 | 392.955 | 387.260 | 381.565 | 375.870 |
| 96.000 | 437.880 | 434.260 | 430.875 | 425.130 | 419.385 | 413.640 | 407.895 | 402.150 | 396.405 | 390.660 | 384.915 | 379.170 |
| 99.000 | 441.880 | 438.260 | 434.625 | 428.830 | 423.035 | 417.240 | 411.445 | 405.650 | 399.855 | 394.060 | 388.265 | 382.470 |
| 102.000 | 444.930 | 441.285 | 437.625 | 431.790 | 425.955 | 420.120 | 414.285 | 408.450 | 402.615 | 396.780 | 390.945 | 385.110 |
| 105.000 | 447.980 | 444.310 | 440.625 | 434.750 | 428.875 | 423.000 | 417.125 | 411.250 | 405.375 | 399.500 | 393.625 | 387.750 |
| 108.000 | 451.030 | 447.335 | 443.625 | 437.710 | 431.795 | 425.880 | 419.965 | 414.050 | 408.135 | 402.220 | 396.305 | 390.390 |
| 111.000 | 454.080 | 450.360 | 446.625 | 440.670 | 434.715 | 428.760 | 422.805 | 416.850 | 410.895 | 404.940 | 398.985 | 393.030 |
| 114.000 | 457.130 | 453.385 | 449.625 | 443.670 | 437.715 | 431.760 | 425.805 | 419.850 | 413.815 | 407.780 | 401.745 | 395.710 |
| 117.000 | 460.180 | 456.410 | 452.625 | 446.590 | 440.555 | 434.520 | 428.485 | 422.450 | 416.415 | 410.380 | 404.345 | 398.310 |
| 120.000 | 463.260 | 459.470 | 455.625 | 449.550 | 443.475 | 437.400 | 431.325 | 425.250 | 419.175 | 413.100 | 407.025 | 400.950 |
| 150.000 | 486.060 | 482.120 | 478.125 | 471.750 | 465.375 | 459.000 | 452.625 | 446.250 | 439.875 | 433.500 | 427.125 | 420.750 |
| 180.000 | 508.860 | 504.770 | 500.625 | 493.950 | 487.275 | 480.600 | 473.925 | 467.250 | 460.575 | 453.900 | 447.225 | 440.550 |
| 210.000 | 531.660 | 527.420 | 523.125 | 516.150 | 509.175 | 502.200 | 495.225 | 488.250 | 481.275 | 474.300 | 467.325 | 460.350 |
| 240.000 | 554.460 | 550.070 | 546.625 | 538.350 | 531.075 | 523.800 | 516.525 | 509.250 | 501.975 | 494.700 | 487.425 | 480.150 |
| 270.000 | 577.260 | 572.720 | 568.125 | 560.550 | 552.975 | 545.400 | 537.825 | 530.250 | 522.675 | 515.100 | 507.525 | 499.950 |
| 300.000 | 600.060 | 595.370 | 590.625 | 582.750 | 574.875 | 567.000 | 559.125 | 551.250 | 543.375 | 535.500 | 527.625 | 519.750 |
| 330.000 | 622.860 | 618.020 | 613.125 | 604.950 | 596.775 | 588.600 | 580.425 | 572.250 | 564.075 | 555.900 | 547.725 | 539.550 |
| 360.000 | 645.660 | 640.670 | 635.625 | 627.150 | 618.675 | 610.200 | 601.725 | 593.250 | 584.775 | 576.300 | 567.825 | 559.350 |
| 390.000 | 668.460 | 663.320 | 658.125 | 649.350 | 640.575 | 631.800 | 623.025 | 614.250 | 605.475 | 596.700 | 587.925 | 579.150 |
| 420.000 | 691.260 | 685.970 | 680.625 | 671.550 | 662.475 | 653.400 | 644.325 | 635.250 | 626.175 | 617.100 | 608.025 | 598.950 |
| 450.000 | 714.060 | 708.620 | 703.125 | 693.750 | 684.375 | 675.000 | 665.625 | 656.250 | 646.875 | 637.500 | 628.125 | 618.750 |
| 480.000 | 736.860 | 731.270 | 725.625 | 715.950 | 706.275 | 696.600 | 686.925 | 677.250 | 667.575 | 657.900 | 648.225 | 638.550 |
| 500.000 | 752.060 | 746.370 | 740.625 | 730.750 | 720.875 | 711.000 | 701.125 | 691.250 | 681.375 | 671.500 | 661.625 | 651.750 |

| SALAIRE ou gains professionnels | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 ans et plus |
|---------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| 7.238 | 94.090 | 92.285 | 90.475 | 88.665 | 86.860 | 85.050 | 83.240 | 81.430 | 79.620 | 77.810 | 76.000 |
| 9.000 | 105.300 | 103.275 | 101.250 | 99.225 | 97.200 | 95.175 | 93.150 | 91.125 | 89.100 | 87.075 | 85.050 |
| 12.000 | 132.600 | 130.050 | 127.500 | 124.950 | 122.400 | 119.850 | 117.300 | 114.750 | 112.200 | 109.650 | 107.100 |
| 15.000 | 169.000 | 165.750 | 162.500 | 159.250 | 156.000 | 152.750 | 149.500 | 146.250 | 143.000 | 139.750 | 136.500 |
| 18.000 | 182.000 | 178.500 | 175.000 | 171.500 | 168.000 | 164.500 | 161.000 | 157.500 | 154.000 | 150.500 | 147.000 |
| 21.000 | 195.000 | 191.250 | 187.500 | 183.750 | 180.000 | 176.250 | 172.500 | 168.750 | 165.000 | 161.250 | 157.500 |
| 24.000 | 208.000 | 204.000 | 200.000 | 196.000 | 192.000 | 188.000 | 184.000 | 180.000 | 176.000 | 172.000 | 168.000 |
| 27.000 | 221.000 | 216.750 | 212.500 | 208.250 | 204.000 | 199.750 | 195.500 | 191.250 | 187.000 | 182.750 | 178.500 |
| 30.000 | 234.000 | 229.500 | 225.000 | 220.500 | 216.000 | 211.500 | 207.000 | 202.500 | 198.000 | 193.500 | 189.000 |
| 33.000 | 247.000 | 242.250 | 237.500 | 232.750 | 228.000 | 223.250 | 218.500 | 213.750 | 209.000 | 204.250 | 199.500 |
| 36.000 | 260.000 | 255.000 | 250.000 | 245.000 | 240.000 | 235.000 | 230.000 | 225.000 | 220.000 | 215.000 | 210.000 |
| 39.000 | 273.000 | 267.750 | 262.500 | 257.250 | 252.000 | 246.750 | 241.500 | 236.250 | 231.000 | 225.750 | 220.500 |
| 42.000 | 286.000 | 280.500 | 275.000 | 269.500 | 264.000 | 258.500 | 253.000 | 247.500 | 242.000 | 236.500 | 231.000 |
| 45.000 | 299.000 | 293.250 | 287.500 | 281.750 | 276.000 | 270.250 | 264.500 | 258.750 | 253.000 | 247.250 | 241.500 |
| 48.000 | 312.000 | 306.000 | 300.000 | 294.000 | 288.000 | 282.000 | 276.000 | 270.000 | 264.000 | 258.000 | 252.000 |
| 51.000 | 316.875 | 310.785 | 304.695 | 298.605 | 292.515 | 286.425 | 280.335 | 274.245 | 268.155 | 262.065 | 255.975 |
| 54.000 | 321.750 | 315.565 | 309.380 | 303.195 | 297.010 | 290.725 | 284.640 | 278.455 | 272.270 | 266.085 | 259.900 |
| 57.000 | 326.625 | 320.345 | 314.065 | 307.785 | 301.505 | 295.225 | 288.945 | 282.665 | 276.385 | 270.105 | 263.825 |
| 60.000 | 330.525 | 324.170 | 317.815 | 311.460 | 305.105 | 298.750 | 292.395 | 286.040 | 279.685 | 273.330 | 266.975 |
| 63.000 | 334.425 | 327.995 | 321.565 | 315.135 | 308.705 | 302.275 | 295.845 | 289.415 | 282.985 | 276.555 | 270.125 |
| 66.000 | 338.325 | 331.820 | 325.315 | 318.810 | 312.305 | 305.800 | 299.295 | 292.790 | 286.285 | 279.780 | 273.275 |
| 69.000 | 342.225 | 335.645 | 329.065 | 322.485 | 315.905 | 309.325 | 302.745 | 296.165 | 289.585 | 283.005 | 276.425 |
| 72.000 | 346.125 | 339.470 | 332.815 | 326.160 | 319.505 | 312.850 | 306.195 | 299.540 | 292.885 | 286.230 | 279.575 |
| 75.000 | 350.025 | 343.295 | 336.565 | 329.835 | 323.105 | 316.375 | 309.645 | 302.915 | 296.185 | 289.455 | 282.725 |
| 78.000 | 353.925 | 347.120 | 340.315 | 333.510 | 326.705 | 319.900 | 313.095 | 306.290 | 299.485 | 292.680 | 285.875 |
| 81.000 | 357.175 | 350.310 | 343.445 | 336.580 | 329.715 | 322.850 | 315.985 | 309.120 | 302.255 | 295.390 | 288.525 |
| 84.000 | 360.425 | 353.495 | 346.565 | 339.635 | 332.705 | 325.775 | 318.845 | 311.915 | 304.985 | 298.055 | 291.125 |
| 87.000 | 363.675 | 356.685 | 349.695 | 342.705 | 335.715 | 328.725 | 321.735 | 314.745 | 307.755 | 300.765 | 293.775 |
| 90.000 | 366.925 | 359.870 | 352.815 | 345.760 | 338.705 | 331.650 | 324.595 | 317.540 | 310.485 | 303.430 | 296.375 |
| 93.000 | 370.175 | 363.060 | 355.945 | 348.830 | 341.715 | 334.600 | 327.485 | 320.370 | 313.255 | 306.140 | 299.025 |
| 96.000 | 373.425 | 366.245 | 359.065 | 351.885 | 344.705 | 337.525 | 330.345 | 323.165 | 315.985 | 308.805 | 301.625 |
| 99.000 | 376.675 | 369.435 | 362.195 | 354.955 | 347.715 | 340.475 | 333.235 | 325.995 | 318.755 | 311.515 | 304.275 |
| 102.000 | 379.275 | 371.985 | 364.695 | 357.405 | 350.115 | 342.825 | 335.535 | 328.245 | 320.955 | 313.665 | 306.375 |
| 105.000 | 381.875 | 374.535 | 367.195 | 359.855 | 352.515 | 345.175 | 337.835 | 330.495 | 323.155 | 315.815 | 308.475 |
| 108.000 | 384.475 | 377.085 | 369.695 | 362.305 | 354.915 | 347.525 | 340.135 | 332.745 | 325.355 | 317.965 | 310.575 |
| 111.000 | 387.075 | 379.635 | 372.195 | 364.755 | 357.315 | 349.875 | 342.435 | 334.995 | 327.555 | 320.115 | 312.675 |
| 114.000 | 389.675 | 382.185 | 374.695 | 367.205 | 359.715 | 352.225 | 344.735 | 337.245 | 329.755 | 322.265 | 314.775 |
| 117.000 | 392.275 | 384.735 | 377.195 | 369.655 | 362.115 | 354.575 | 347.035 | 339.695 | 331.925 | 324.415 | 316.875 |
| 120.000 | 394.875 | 387.250 | 379.645 | 372.050 | 364.415 | 356.800 | 349.185 | 341.570 | 334.125 | 326.340 | 318.725 |
| 150.000 | 414.375 | 406.500 | 398.545 | 390.650 | 382.415 | 374.350 | 366.285 | 358.370 | 350.625 | 342.540 | 334.625 |
| 180.000 | 433.875 | 425.950 | 417.445 | 409.250 | 400.415 | 391.900 | 383.385 | 375.170 | 367.125 | 358.740 | 350.525 |
| 210.000 | 453.375 | 445.300 | 436.345 | 427.850 | 418.415 | 409.450 | 400.485 | 391.970 | 383.625 | 374.940 | 366.425 |
| 240.000 | 472.875 | 464.650 | 455.245 | 446.450 | 436.415 | 427.000 | 417.585 | 408.770 | 400.125 | 391.140 | 382.325 |
| 270.000 | 492.375 | 484.000 | 474.145 | 465.050 | 454.415 | 444.550 | 434.685 | 425.570 | 416.625 | 407.340 | 398.225 |
| 300.000 | 511.875 | 503.350 | 493.045 | 483.650 | 472.415 | 462.100 | 451.785 | 442.370 | 433.125 | 423.540 | 414.125 |
| 330.000 | 531.375 | 522.700 | 511.945 | 502.250 | 490.415 | 479.650 | 468.885 | 459.170 | 449.625 | 439.740 | 430.025 |
| 360.000 | 550.875 | 542.050 | 530.045 | 520.850 | 508.415 | 497.200 | 485.985 | 475.970 | 466.125 | 455.940 | 445.925 |
| 390.000 | 570.375 | 561.400 | 549.745 | 539.450 | 526.415 | 514.750 | 503.085 | 492.770 | 482.625 | 472.140 | 461.825 |
| 420.000 | 589.875 | 580.750 | 568.645 | 558.050 | 544.415 | 532.300 | 520.185 | 509.570 | 499.125 | 488.940 | 477.725 |
| 450.000 | 609.375 | 600.100 | 587.545 | 576.650 | 562.415 | 549.850 | 537.285 | 526.370 | 515.625 | 504.540 | 493.625 |
| 480.000 | 628.875 | 619.450 | 606.445 | 595.250 | 580.415 | 567.400 | 554.385 | 543.170 | 532.125 | 520.740 | 509.525 |
| 500.000 | 641.875 | 632.350 | 619.045 | 607.650 | 592.415 | 579.100 | 565.785 | 554.370 | 543.125 | 531.540 | 520.125 |

Décret n° 2-84-130 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) modifiant et complétant le décret n° 2-73-416 du 14 rejeb 1393 (14 août 1973) créant et énumérant les cercles, les caïdats et les communes urbaines et rurales du Royaume et indiquant le nombre de conseillers à élire dans chaque commune.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-351 du 1^{er} jourmada II 1379 (2 décembre 1959) relatif à la division administrative du Royaume, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-73-416 du 14 rejeb 1393 (14 août 1973) créant et énumérant les cercles, les caïdats et les communes urbaines et rurales du Royaume et indiquant le nombre de conseillers à élire dans chaque commune, tel qu'il a été modifié et complété ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La liste annexée au décret n° 2-73-416 du 14 rejeb 1393 (14 août 1973) susvisé est modifiée et complétée conformément à la liste annexée au présent décret.

ART. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

MOHAMMED KARIM-LAMRANI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

DRISS BASRI.



ANNEXE

Liste des cercles, caïdats et communes urbaines et rurales du Royaume ainsi que le nombre de conseillers à élire dans chaque commune.

| PROVINCES ET PRÉFECTURES | CERCLES | CAÏDATS | COMMUNES URBAINES ET RURALES | NOMBRE de conseillers |
|--------------------------|---------------------|---------|------------------------------|-----------------------|
| Tiznit | | | | |
| Casablanca-Anfa | | | Sidi Belyout (M) | 39 |
| | | | Anfa (M) | 39 |
| | | | Maârif (M) | 39 |
| | | | Al Fida (M) | 39 |
| | | | Mers-Sultan (M) | 31 |
| | | | Méchouar de Casablanca (M) | 25 |
| Ben M'Sick—Sidi-Othmane | Casablanca-Banlieue | | | |

Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme n° 760-84 du 17 rejeb 1404 (19 avril 1984) complétant l'arrêté n° 577-73 du 21 chaabane 1393 (20 septembre 1973) fixant les prix de vente publics des publications et des cartes éditées par le ministère du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME,

Vu l'arrêté n° 577-73 du 21 chaabane 1393 (20 septembre 1973) fixant les prix de vente publics des publications et des cartes éditées par le ministère du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande ;

Après avis du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'annexe jointe à l'arrêté susvisé n° 577-73 du 21 chaabane 1393 (20 septembre 1973) est complétée ainsi qu'il suit :

« ANNEXE

Direction de l'industrie :

Direction du commerce intérieur :

Recueil annuel des sociétés inscrites au registre central du commerce 25 DH.

Direction des mines et de la géologie :

..... »

(La suite sans changement.)

ART. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rejeb 1404 (19 avril 1984).

AZZEDDINE GUESSOUS.

Arrêté du ministre des finances n° 841-84 du 7 hija 1404 (3 septembre 1984) modifiant l'arrêté n° 734-84 du 1^{er} kaada 1404 (30 juillet 1984) relatif à l'émission de bons du Trésor à un mois.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 734-84 du 1^{er} kaada 1404 (30 juillet 1984) fixant les conditions et modalités d'une émission de bons du Trésor à un mois d'un montant nominal maximum de trois milliards de dirhams, tel qu'il a été modifié par l'arrêté n° 800-84 du 18 kaada 1404 (16 août 1984),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article premier de l'arrêté n° 734-84 du 1^{er} kaada 1404 (30 juillet 1984) susvisé sont à nouveau modifiées ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Sur l'autorisation d'emprunter donnée « par l'article 21 du dahir portant loi susvisé n° 1-84-7 du « 6 rebia II 1404 (10 janvier 1984) une émission de bons de « Trésor à un mois d'un encours maximum de cinq milliards de « dirhams (5.000.000.000 de DH) est ouverte durant l'année 1984. »

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 7 hija 1404 (3 septembre 1984).

ABDELLATIF JOUAHRI.

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les commissions de sélection prévues par l'article 11 du décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) susvisé, se réuniront dans les provinces et préfectures du Royaume entre le 1^{er} et le 30 octobre 1984 selon un calendrier qui sera notifié aux autorités intéressées.

Rabat, le 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984).

Le Premier ministre, Le ministre de l'intérieur,
MOHAMMED KARIM-LAMRANI. DRISS BASRI.

Arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre de l'intérieur n° 721-84 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) relatif aux réunions des commissions de sélection des assujettis au service militaire en 1984.

LE PREMIER MINISTRE,

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir n° 1-83-351 du 6 moharrem 1405 (2 octobre 1984) portant délégation de pouvoir en matière d'administration de la défense nationale ;

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire et notamment son article 11,

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2975
du 15 chaabane 1389 (5 novembre 1969) page 1357

Dahir n° 1-69-100 du 8 chaabane 1389 (20 octobre 1969)
relatif à l'assurance obligatoire des véhicules sur route.

Au lieu de :

ART. 4. — Sans préjudice des dispositions de l'article 15 ci-dessous, le montant

Lire :

ART. 4. — Sans préjudice de l'article 14 ci-dessous, le montant

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 823-84 du 17 kaada 1404 (15 août 1984) accordant le permis de recherche d'hydrocarbures dit « Essaouira maritime ».

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES,

Vu le dahir n° 1-58-227 du 4 moharrem 1378 (21 juillet 1958) portant code de la recherche et de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, notamment ses articles 10, 13 et 40 ;

Vu le dahir du 9 rejev 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu la demande de permis de recherche de 4^e catégorie (hydrocarbures) déposée à la Direction de l'énergie (bureau de la recherche pétrolière) le 27 jourmada I 1404 (1^{er} mars 1984) sous le n° 130 par M. Bennis Abdelmalek représentant l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et M. Adolf H. Lundin représentant la Société canadienne north south resources limited ;

Vu la publication de la demande dudit permis conformément à l'article 13 du dahir n° 1-58-227 du 4 moharrem 1378 (21 juillet 1958) susvisé au *Bulletin officiel* n° 3729 du 16 rejev 1404 (18 avril 1984) ;

Considérant que le délai de trois mois prévu par ledit article est expiré,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé à l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et la Société canadienne north south resources limited le permis de recherche d'hydrocarbures dénommé « Essaouira maritime ».

ART. 2. — Les limites du permis qui couvre une superficie de 5000 km², telles qu'elles figurent sur la carte annexée à l'original du présent arrêté, sont définies comme suit :

a - Par les lignes droites joignant successivement les points A à E de coordonnées géographiques suivantes :

| Points | Latitude | Longitude |
|---------|------------------|----------------------|
| A | 30° 37' 51" Nord | 09° 53' 30" Ouest |
| B | 30° 37' 12" Nord | 10° 09' 22,5" Ouest |
| C | 31° 23' 13" Nord | 10° 10' 48" Ouest |
| D | 32° 00' 00" Nord | 09° 49' 48" Ouest |
| E | 32° 00' 00" Nord | 09° 23' 55,11" Ouest |

b - Par la ligne des plus basses eaux joignant le point E au point A.

ART. 3. — Le permis susvisé reste valable pour une durée de 4 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 kaada 1404 (15 août 1984).

MOUSSA SAADI.

Arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 824-84 du 17 kaada 1404 (15 août 1984) accordant le permis de recherche des hydrocarbures dit « Tan Tan maritime ».

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES,

Vu le dahir n° 1-58-227 du 4 moharrem 1378 (21 juillet 1958) portant code de la recherche et de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, notamment ses articles 10, 13 et 40 ;

Vu le dahir du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu la demande de permis de recherche de 4^e catégorie (hydrocarbures) déposée à la Direction de l'énergie (Bureau de la recherche pétrolière), le 8 chaabane 1404 (10 mai 1984) sous le n° 131 par M. Bennis Abdelmalek, représentant l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et M. J. Roy Crochet, président-directeur-général de la Société américaine Amoco Morocco Oil Company ;

Vu la publication de la demande dudit permis conformément à l'article 13 du dahir n° 1-58-227 du 4 moharrem 1378 (21 juillet 1958) susvisé au « Bulletin officiel » n° 3736 du 6 ramadan 1404 (6 juin 1984),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé à l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et la Société américaine Amoco Morocco Oil Company le permis de recherche d'hydrocarbures dénommé « Tan Tan maritime ».

ART. 2. — Les limites du permis qui couvre une superficie de 5000 km², telles qu'elles figurent sur la carte annexée à l'original du présent arrêté, sont définies comme suit :

a - Par les lignes droites joignant successivement les points A à L de coordonnées géographiques Sud-Maroc suivantes :

| Points | Latitude | Longitude |
|---------|------------------|-------------------|
| A | 29° 16' 40" Nord | 11° 20' 40" Ouest |
| B | 29° 21' 20" Nord | 11° 15' 30" Ouest |
| C | 29° 13' 25" Nord | 11° 05' 45" Ouest |
| D | 29° 00' 10" Nord | 11° 20' 25" Ouest |
| E | 29° 04' 35" Nord | 11° 26' 40" Ouest |
| F | 28° 48' 30" Nord | 11° 45' 20" Ouest |
| G | 28° 40' 30" Nord | 11° 35' 20" Ouest |
| H | 28° 18' 30" Nord | 12° 06' 50" Ouest |
| I | 28° 24' 10" Nord | 12° 13' 00" Ouest |
| J | 28° 30' 00" Nord | 12° 02' 00" Ouest |
| K | 28° 47' 15" Nord | 12° 19' 15" Ouest |
| L | 29° 13' 45" Nord | 11° 45' 30" Ouest |

b - Par la ligne droite joignant le point L à A.

ART. 3. — Le permis susvisé reste valable pour une durée de 4 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 kaada 1404 (15 août 1984).

MOUSSA SAADI.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Arrêté du ministre de l'éducation nationale n° 830-84 du 1^{er} hija 1404 (28 août 1984) fixant les matières ouvrant droit à l'indemnité forfaitaire mensuelle pour heures supplémentaires.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 2-70-622 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant les taux des indemnités pour heures supplémentaires du personnel enseignant de l'enseignement secondaire et technique, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-82-657 du 27 safar 1403 (13 décembre 1982), notamment son article 2 ter,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les matières ouvrant droit à l'indemnité forfaitaire mensuelle pour heures supplémentaires prévue à l'article 2 bis du décret n° 2-70-622 susvisé du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) sont fixées ainsi qu'il suit :

- Mathématiques ;
- Sciences naturelles ;
- Physique et chimie ;
- Langues étrangères ;
- Matières techniques.

ART. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 8 hija 1403 (16 septembre 1983) et prendra fin le 1^{er} chaoual 1404 (30 juin 1984).

Rabat, le 1^{er} hija 1404 (28 août 1984).

D^r AZZEDDINE LARAKI.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Liste complémentaire, pour l'année 1984, des géomètres privés et des entreprises topographiques bénéficiant de l'agrément provisoire ou définitif prévus par les articles 7 et 8 du décret n° 2-73-371 du 27 hijra 1395 (30 décembre 1975) fixant les conditions d'agrément et de contrôle des géomètres privés et des sociétés exécutant des travaux topographiques pour le compte des administrations publiques et de certaines personnes.

AGRÉMENT PROVISOIRE

Casablanca :

« E.T.A.F.A.T. » société (M. Brissot Alain), angle rue Vidal et Colbert.

Meknès :

M. Zerouali Abdelkrime, 7, rue Moulay Rachid.

Rabat :

Bulgarconsult société (M. Vasselin Crogorov), 25, boulevard des Nations-Unies.

Tanger :

M. Abdoun Mohamadine, 19, rue de Guenne ;
M. Tligui Abdelaziz, 1, rue de la Hay.

AGRÉMENT DÉFINITIF

Casablanca :

M. Hilén Ali, 20, rue Moussa-Ben-Noussair.